

Les enseignants d'Algérie ont-ils existé ?

Évelyne Joyaux (*)

Depuis plus de quarante ans les campagnes de presse portant condamnation de la présence française en Algérie ont la soudaineté d'une éruption. Un ou plusieurs articles donnent le ton auxquels d'autres font écho durant plusieurs jours, voire durant quelques semaines. On ne peut douter que se façonne ainsi, génération après génération, et dans l'indifférence générale, une représentation du monde, et en particulier de la France où vivent ces nouvelles générations, assez négative pour qu'on doive s'inquiéter de ses effets. Après quoi les choses s'apaisent jusqu'à la prochaine effervescence.

Les Français d'Algérie n'ont, eux, aucun droit de s'exprimer. La mise à l'écart de ceux qui vécurent cette histoire par ceux qui l'écrivent empêche l'intrusion du réel et de la vie des hommes dans un concept identifiant une fois pour toutes la colonisation et le mal. Les seuls faits retenus s'accordent à la simplicité du concept et renforcent son efficacité. On se souvient de la généralisation de l'épisode du verre d'eau vendu par un colon à un jeune appelé ou celle de la torture exercée par l'armée française.

La façon dont on présente l'école en Algérie durant la présence française est, à ce titre, particulièrement révélatrice. On se limite généralement à fournir une donnée statistique des années 1960 qui, par la seule référence à la règle de l'obligation scolaire, accrédite l'idée d'un enseignement profondément inégalitaire puisque les enfants de confession musulmane sont proportionnellement beaucoup moins scolarisés que les autres.

Admettons !

Les documents photographiques abondent pourtant qui montrent, y compris dans les villes, des classes composées pour les deux tiers ou les trois quarts d'élèves musulmans. D'autres photos prises dans le bled présentent des écoles où les jeunes Kabyles, par exemple, posent sagement devant l'objectif avec leur maître d'origine européenne. Cela contrarie l'idée de ségrégation souvent suggérée par l'évocation « du code de l'indigénat » dont on rappelle fréquemment, et opportunément, l'existence à propos de l'école bien qu'il n'y ait aucun lien entre eux.

J'ai constaté que ces documents photographiques, trop nombreux pour que l'on puisse prétendre qu'ils sont truqués, étaient écartés par « les spécialistes » comme on le ferait d'une mauvaise excuse. « Trop tard ! » m'a-t-on

Les documents photographiques abondent pourtant qui montrent, y compris dans les villes, des classes composées pour les deux tiers ou les trois quarts d'élèves musulmans.

souvent répondu à propos de cette population scolaire qui apparaîtrait si bien mêlée sur les photos de classe, en précisant aussitôt que les mesures prises en faveur de la scolarisation des jeunes musulmans l'avaient été seulement pour faire avorter l'insurrection qui se préparait.

Admettons encore une fois! Cela supposerait donc que la population autochtone avait le désir de cet enseignement qu'on lui refusait, et que la révolte serait née de cette frustration (parmi d'autres). Voilà qui entraîne une question, pour peu que l'on veuille bien tenir compte du contexte historique: « Quand ce retournement s'est-il opéré? ».

Il faut en effet rappeler ici qu'il y eût une époque où la proposition d'école « venait trop tôt » Dans l'ex-Régence d'Alger, durant les premières années qui suivirent la Conquête, on créa des cours d'hygiène et de médecine immédiatement ouverts aux « Maures et aux Juifs ». Dans le temps où se succédaient les gouverneurs et les politiques, sans que la France parvienne à dessiner un projet pour l'avenir, on tenta tout de même de scolariser des enfants selon une méthode d'enseignement mutuel simplement copiée sur celle de la métropole. Tentative qui n'eut guère de succès, pas plus d'ailleurs que les écoles arabes-françaises dont les effectifs restèrent très limités. Mêmes inadaptés à la réalité locale, comme ce fut trop souvent le cas, ces essais précoces en matière de médecine et d'enseignement prouvaient au moins que les Français n'avaient pas rompu avec leur idéal en traversant la mer.

Trop tôt d'abord, trop tard ensuite! C'est donc entre les deux qu'il faut chercher le moment et les raisons pour lesquelles l'hostilité à l'enseignement de la France après la conquête, laissa place au désir d'école, avant que le courant ne s'inverse de nouveau. Voilà une vraie question qui desserrerait le carcan des idées toutes faites et nous ramènerait enfin en un point du temps, à la réalité du terrain et à la vie des hommes.

Le contexte métropolitain est utile à rappeler afin de mettre les événements en perspective. Au cours du XIX^e siècle l'instabilité politique avait fait se succéder les régimes, les révolutions et les politiques qui en dépendaient des deux côtés de la Méditerranée.

La III^e République déclara la scolarisation gratuite, laïque et obligatoire. L'enseignement se concevait de plus en plus comme instrument au service de la mission universaliste que la France se reconnaissait. Dans les ouvrages destinés à la formation de maîtres, on apprenait que l'école devait réaliser « *la fraternité universelle* ». Cette fraternité qui se situait au-dessus des religions confessionnelles pour instituer « *le respect du droit des humbles et de l'amour du prochain sans atteinte à la liberté et à la raison* ».

La loi sur l'école laïque et obligatoire applicable partout, et qui paraît aller de soi aujourd'hui, eut pourtant du mal à s'imposer même en Métropole. Il suffit de se reporter aux débats pour savoir que certains députés et sénateurs s'élevèrent contre une obligation scolaire qui contrariait la volonté des familles et risquait de priver l'agriculture de bras. En Algérie la laïcité,

qui relègue Dieu au second plan et soumet l'individu à la toute puissance de la raison, pouvait heurter une autre conception de l'homme qui se voulait tout aussi universaliste. En clair, les musulmans de l'ex-Régence n'attendaient pas de la France qu'elle les place sur la voie qui mène aux Lumières. Les progrès techniques, la liberté individuelle fondée sur la rationalité contenaient le risque de les éloigner du modèle donné par Dieu. Les uns et les autres savaient bien que l'école était un enjeu majeur et que cela les engageait plus loin que le seul apprentissage de la lecture et du calcul. Ce fut le cas. S'il fallait s'en convaincre il suffirait de rappeler que les premières victimes des attentats du F.L.N. furent deux instituteurs, il y en eut des dizaines d'autres jusqu'en 1962. Des bombes explosèrent dans les écoles, d'autres furent incendiées.

On voit bien que l'histoire de l'enseignement en Algérie ne peut tenir dans une statistique de 1962, ni dans un décret déclarant l'école laïque et obligatoire partout en métropole et en Algérie.

Lorsqu'il n'y avait pas encore de routes pour conduire au douar l'instituteur qui devrait y vivre isolé des siens, il fallait une vocation bien forte pour choisir ce métier et une belle qualité humaine pour y réussir. Il lui fallait susciter assez de confiance parmi les membres de la djemaa et chez les pères de famille pour qu'ils bravent un jour l'opinion des autres villages, l'interdit religieux, et lui confient leurs fils. Plus tard les institutrices s'emploieront avec la même opiniâtreté à scolariser les filles. Pour elles, moins encore que pour les garçons, l'obligation scolaire pouvait se décréter. Ce fut là encore affaire de temps, de confiance, de persuasion.

L'histoire de l'enseignement est faite des vies exemplaires des instituteurs qui enseignaient, en plus de l'écriture et des règles de calcul, le jardinage, la taille des arbres fruitiers, les rudiments d'hygiène et possédaient quelques notions de médecine. Exemplaires, moins parce qu'ils touchaient à des domaines divers, que parce qu'ils vivaient sous les regards du village, assumant souvent un rôle de conseiller et de médiateur qui ne leur laissait guère de droit à l'erreur.

Ils ont préparé ce temps où les classes seront surchargées. On manquera alors de locaux et de crédits, d'autant que la démographie et la scolarisation des filles auront décuplé les effectifs. Mais ces méthodes adaptées et performantes d'enseignement, qu'ils avaient mises au point, pourront être transmises à de nouveaux maîtres, dans les écoles normales. La demande d'écoles qui se manifesta dans les villages, dans les douars ou sur les pitons de Kabylie, prouva qu'ils avaient réussi quelque chose dont leurs anciens élèves en Algérie se souviennent encore, comme leurs lettres en témoignent aujourd'hui. Ils furent, avec les médecins, les agriculteurs dans leurs fermes, les bâtisseurs et les soldats, les artisans de l'œuvre reniée aujourd'hui. Nos raisons de refuser un concept que d'autres veulent imposer, hors de tout contexte, pour condamner sans examen notre histoire en

Algérie tiennent banalement à l'importance qu'il faut reconnaître au temps et à l'espace, à la liberté des hommes ainsi qu'aux valeurs qu'ils défendent et même... au hasard ! Il n'est pas de domaine où la rencontre des principes de la République et la prise en compte de la réalité du terrain ait été mieux incarnée que par les enseignants exerçant leur métier et soutenus par la confiance d'un douar ou d'un village qui avait oublié sa méfiance. Pour en garder la trace il nous faut recueillir et faire connaître les textes, qu'il s'agisse de témoignages, de données chiffrées, de documents d'époque.

Il n'est pas de domaine où la rencontre des principes de la République et la prise en compte de la réalité du terrain ait été mieux incarnée que par les enseignants...

Ce n'est pas le désir de convaincre les détracteurs systématiques de notre histoire qui nous y pousse car nous savons aujourd'hui que rien ne peut entamer leurs certitudes publiées qui constituent souvent leur gagne-pain. Mais ils ont installé des habitudes de penser que

nous ne sommes pas obligés de subir, nous moins encore que d'autres. De ce point de vue nous avons d'ailleurs une responsabilité supplémentaire puisque le monde dans lequel nous vivons (terrorisme, répression, peurs, manipulation de l'opinion) commence à ressembler à celui que nous avons connu en Algérie avant 1962.

En 1966 Fulbert Youlou, l'ex-président du Congo Brazzaville écrivait: « *Il y a, à la bibliothèque de Brazzaville, une collection du journal officiel de l'AEF que j'ai souvent feuilleté comme le plus beau livre d'histoires de mon Congo. À chaque page on y trouve des noms d'inconnus qui pour la plupart reposent en terre africaine comme mon vieil ami Albert Schweitzer. Ces pionniers ont édifié en vingt-cinq ans des routes, des chemins de fer, des mines, des barrages qui représentent une œuvre surhumaine à laquelle, il faut l'écrire, les capitalistes d'Occident ne croyaient pas. C'est leur sueur, leur travail, leur chair que ces Africains blancs nous ont légués et croyez-moi, eux sont morts pauvres mais fiers de ce qu'ils avaient construit et même si ce travail acharné leur avait apporté la fortune qui est la récompense de la peine et de l'effort, pourrions-nous leur en vouloir ?* ».

Ces phrases ne concernent pas l'Algérie mais elles nous touchent car nous reconnaissons, entre ces pionniers évoqués par le Président du Congo et nos pères, une communauté de destin.

* - Évelyne Joyaux est l'auteur de *Puisque l'ombre demeure*, auto-édition, 1998. Elle a également écrit les scénarii et dialogues des cinq albums de bande dessinée: *L'histoire de la France en Algérie - 1830-1962. Les aventures de la famille Dieudonné*.